



# Assemblée générale

Distr. générale  
18 février 2010

Soixante-quatrième session  
Point 62, b, de l'ordre du jour

## Résolution adoptée par l'Assemblée générale le 18 décembre 2009

[sur la base du rapport de la Troisième Commission (A/64/433)]

### **64/141. Suite donnée à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes et application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* ses résolutions antérieures sur la question, notamment sa résolution 63/159 du 18 décembre 2008,

*Profondément convaincue* que la Déclaration et le Programme d'action de Beijing<sup>1</sup> et les textes issus de sa vingt-troisième session extraordinaire intitulée « Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes, développement et paix pour le XXI<sup>e</sup> siècle »<sup>2</sup>, contribuent notablement à la réalisation de l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et doivent être traduits en actes par tous les États, les organismes des Nations Unies et les autres organisations intéressées,

*Réaffirmant* les engagements en faveur de l'égalité des sexes et de la promotion de la femme pris au Sommet du Millénaire<sup>3</sup>, au Sommet mondial de 2005<sup>4</sup> et aux autres grandes réunions au sommet, conférences et sessions extraordinaires organisées par l'Organisation des Nations Unies, et réaffirmant également que leur mise en œuvre intégrale, effective et accélérée est essentielle pour atteindre les objectifs de développement convenus sur le plan international, y compris les objectifs du Millénaire pour le développement,

*Se félicitant* des progrès accomplis sur la voie de l'égalité des sexes, mais soulignant que des problèmes et des obstacles continuent d'entraver l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire,

<sup>1</sup> Rapport de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, Beijing, 4-15 septembre 1995 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.96.IV.13), chap. I, résolution 1, annexes I et II.

<sup>2</sup> Résolution S-23/2, annexe, et résolution S-23/3, annexe.

<sup>3</sup> Voir résolution 55/2.

<sup>4</sup> Voir résolution 60/1.



*Considérant* que l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire incombe au premier chef aux pays eux-mêmes, lesquels doivent redoubler d'efforts dans ce domaine, et réaffirmant qu'il est indispensable de renforcer la coopération internationale en vue d'assurer leur application intégrale, effective et accélérée,

*Notant* que la Commission de la condition de la femme examinera, à sa cinquante-quatrième session, l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire, et qu'elle privilégiera le partage des données d'expérience et des bonnes pratiques en vue d'affronter les obstacles qui subsistent et les nouveaux défis, notamment ceux qui concernent les objectifs du Millénaire pour le développement,

*Tenant compte* du thème retenu pour l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social en 2010, à savoir la « Mise en œuvre des objectifs et engagements convenus au niveau international qui ont trait à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes »,

*Se félicitant* des travaux d'examen de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing menés par la Commission de la condition de la femme et notant avec satisfaction toutes les conclusions concertées adoptées par la Commission et notamment la plus récente, adoptée à sa cinquante-troisième session, sur le partage dans des conditions d'égalité des responsabilités entre les femmes et les hommes, y compris en ce qui a trait aux soins dispensés dans le contexte du VIH/sida<sup>5</sup>,

*Réaffirmant* que l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes est une stratégie mondialement admise de promotion de l'autonomisation des femmes et de concrétisation de l'égalité des sexes grâce à une transformation des structures inégalitaires, et réaffirmant également la volonté de promouvoir activement l'intégration d'une telle démarche dans la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des orientations et programmes dans tous les domaines politiques, économiques et sociaux, et de renforcer les capacités du système des Nations Unies au service de l'égalité des sexes,

*Notant avec satisfaction* le rapport du Secrétaire général sur l'intégration du principe de l'égalité des sexes dans toutes les politiques et tous les programmes du système des Nations Unies<sup>6</sup> et soulignant qu'il importe de poursuivre l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans les travaux et activités du Conseil des droits de l'homme,

*Réaffirmant* les engagements en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, qui figurent dans la Déclaration de Doha sur le financement du développement : document final de la Conférence internationale de suivi sur le financement du développement, chargée d'examiner la mise en œuvre du Consensus de Monterrey<sup>7</sup>,

*Consciente* des problèmes et des obstacles qui s'opposent à l'abandon des attitudes discriminatoires et des stéréotypes à l'égard des femmes et soulignant la

---

<sup>5</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2009, Supplément n° 7 (E/2009/27)*, chap. I, sect. A, par. 1.

<sup>6</sup> E/2009/71.

<sup>7</sup> Résolution 63/239, annexe.

persistance des entraves à l'application des normes internationales visant à remédier aux inégalités entre les hommes et les femmes,

*Réaffirmant* la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida<sup>8</sup> et la Déclaration politique sur le VIH/sida adoptée à la Réunion de haut niveau sur le VIH/sida, tenue du 31 mai au 2 juin 2006<sup>9</sup>, qui a notamment constaté que la pandémie se féminisait,

*Se déclarant gravement préoccupée* par le fait que l'objectif urgent de la parité des sexes au sein du système des Nations Unies, en particulier au niveau des postes de direction et de décision, dans le plein respect du principe de la répartition géographique équitable, conformément au paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, n'a pas encore été atteint, et que la représentation des femmes au sein du système n'a guère progressé – les améliorations réalisées dans certaines entités étant négligeables – et a même régressé dans certains cas, comme il ressort du rapport du Secrétaire général sur l'amélioration de la situation des femmes dans les organismes des Nations Unies<sup>10</sup>,

*Réaffirmant* le rôle important que jouent les femmes dans la prévention et le règlement des conflits et la consolidation de la paix,

*Rappelant* les résolutions 1325 (2000) et 1820 (2008) du Conseil de sécurité, en date des 31 octobre 2000 et 19 juin 2008, sur les femmes et la paix et la sécurité, et se félicitant de l'adoption par le Conseil de la résolution 1882 (2009) du 4 août 2009 sur les enfants touchés par les conflits armés, ainsi que des résolutions 1888 (2009) et 1889 (2009), en date des 30 septembre et 5 octobre 2009, sur les femmes et la paix et la sécurité,

*Se félicitant* de l'adoption de sa résolution 63/311 du 14 septembre 2009, où figurent notamment des dispositions concernant le renforcement des arrangements institutionnels en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, et réaffirmant l'appui résolu exprimé dans cette résolution au projet de regroupement du bureau de la Conseillère spéciale pour la parité des sexes et la promotion de la femme, de la Division de la promotion de la femme, du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme et de l'Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme au sein d'une même entité composite qui tiendra compte des mandats existants et sera dirigée par un secrétaire général adjoint, et attendant avec intérêt l'application intégrale de la résolution 63/311,

1. *Prend note avec satisfaction* du rapport du Secrétaire général sur les mesures prises et les progrès réalisés pour ce qui est du suivi de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale<sup>11</sup>;

2. *Réaffirme* la Déclaration et le Programme d'action de Beijing adoptés à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes<sup>1</sup>, les textes issus de sa vingt-troisième session extraordinaire<sup>2</sup> et la déclaration adoptée à l'occasion de l'examen et de l'évaluation décennaux de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing, effectués à la quarante-neuvième session de la

<sup>8</sup> Résolution S-26/2, annexe.

<sup>9</sup> Résolution 60/262, annexe.

<sup>10</sup> A/63/364.

<sup>11</sup> A/64/218.

Commission de la condition de la femme<sup>12</sup>, et réaffirme également sa volonté résolue d'assurer leur application intégrale, effective et accélérée ;

3. *Réaffirme également* le rôle primordial et essentiel qu'elle-même et le Conseil économique et social ont à jouer, ainsi que le rôle de catalyseur joué par la Commission de la condition de la femme, dans la promotion de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes fondée sur l'application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire, et pour ce qui est de promouvoir l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans le système des Nations Unies et d'en assurer le suivi ;

4. *Considère* que l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et l'exécution des obligations mises à la charge des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes<sup>13</sup> se renforcent mutuellement aux fins de la réalisation de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, se félicite à cet égard de la contribution que le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes apporte à la promotion de l'application du Programme d'action et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire, et invite les États parties à la Convention à faire figurer, dans les rapports qu'ils présentent au Comité en application de l'article 18 de la Convention, des informations sur les mesures qu'ils prennent pour améliorer l'application de cet instrument à l'échelon national ;

5. *Demande* aux États parties de s'acquitter pleinement des obligations leur incombant en vertu de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de son Protocole facultatif<sup>14</sup> et de tenir compte des observations finales et des recommandations générales du Comité, les engage instamment à envisager de limiter la portée de leurs réserves éventuelles à la Convention, à formuler ces réserves de manière aussi précise et restreinte que possible et à les revoir régulièrement en vue de les retirer, de façon à garantir qu'aucune réserve n'est incompatible avec l'objet et le but de la Convention, et engage de même instamment tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à envisager de ratifier la Convention ou d'y adhérer et à envisager de signer et de ratifier le Protocole facultatif ou d'y adhérer ;

6. *Se félicite* que les organes intergouvernementaux puissent offrir en 2010 des possibilités d'avancer plus rapidement sur la voie des objectifs de l'égalité des sexes, de l'autonomisation des femmes et de l'équilibre hommes-femmes, avec l'examen, quinze ans après, de la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et l'examen de l'application des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme, l'examen ministériel annuel du Conseil économique et social, qui aura pour thème la « Mise en œuvre des objectifs et des engagements convenus au niveau international qui ont trait à l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes », et avec la réunion plénière de haut niveau de l'Assemblée générale sur les objectifs du Millénaire pour le développement et le

<sup>12</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2005, Supplément n° 7* et rectificatif (E/2005/27 et Corr.1), chap. I, sect. A ; voir également la décision 2005/232 du Conseil économique et social.

<sup>13</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1249, n° 20378.

<sup>14</sup> *Ibid.*, vol. 2131, n° 20378.

dixième anniversaire de l'adoption de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité ;

7. *Encourage* les États Membres, les entités des Nations Unies, les organisations régionales et internationales et autres acteurs concernés à tirer pleinement parti en 2010 des possibilités qui leur seront offertes, au sein des organes intergouvernementaux et lors des consultations intergouvernementales, d'avancer plus rapidement tel qu'indiqué dans la résolution 63/311, notamment en ce qui concerne le renforcement des arrangements institutionnels en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, et d'accélérer l'instauration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes sur la base de l'application intégrale et effective de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire ;

8. *Souligne* la portée de la cinquante-quatrième session de la Commission de la femme, qui sera consacrée à l'examen, quinze ans après, de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et à l'examen de l'application des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire, et mettra l'accent sur le partage des données d'expérience et des bonnes pratiques dans le but de surmonter les obstacles qui subsistent et d'affronter les nouveaux défis, notamment ceux qui concernent la réalisation intégrale des objectifs du Millénaire pour le développement, dont l'objectif 3 ;

9. *Encourage* tous les acteurs, notamment les gouvernements, les organismes des Nations Unies, les autres organisations internationales et la société civile, à continuer d'aider la Commission de la condition de la femme à jouer le rôle central qui est le sien dans le suivi et l'examen de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire et, s'il y a lieu, à appliquer ses recommandations, et se félicite à cet égard du programme et des méthodes de travail révisés que la Commission a adoptés à sa cinquante-troisième session<sup>15</sup>, qui continuent d'accorder une attention particulière au partage des données pratiques, des enseignements tirés de l'expérience et des bonnes pratiques comme moyen de surmonter les obstacles à l'application intégrale des textes, aux échelons national et international, et à l'évaluation de la suite donnée aux questions prioritaires ;

10. *Encourage* la participation, à un niveau politique élevé, à la cinquante-quatrième session de la Commission de la condition de la femme et à l'examen ministériel annuel 2010 du Conseil économique et social ;

11. *Invite* les États à faire connaître la tenue des prochaines sessions de la Commission de la condition de la femme et du Conseil économique et social et demande au système des Nations Unies de faire de même, notamment dans le cadre de consultations avec la société civile ;

12. *Demande* aux gouvernements et aux organes, fonds, programmes et institutions spécialisés compétents des Nations Unies, agissant dans le cadre de leurs mandats respectifs, ainsi qu'aux autres organisations internationales et régionales, dont les institutions financières, et tous les acteurs intéressés de la société civile, dont les organisations non gouvernementales, d'intensifier l'action qu'ils mènent pour assurer l'application intégrale et effective de la Déclaration et du

---

<sup>15</sup> Voir résolution 2009/15 du Conseil économique et social.

Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire ;

13. *Réaffirme* que les États sont tenus d'agir avec la diligence voulue pour prévenir la violence à l'égard des femmes et des filles, offrir une protection à celles qui en sont victimes, mener des enquêtes sur ces actes et poursuivre et sanctionner leurs auteurs, et que tout manquement à cette obligation porte atteinte aux libertés et aux droits fondamentaux des femmes et des filles en même temps qu'il en empêche partiellement ou totalement l'exercice, demande aux gouvernements d'élaborer et d'appliquer des lois et des stratégies propres à éliminer la violence à l'égard des femmes et des filles, invite et encourage les hommes et les garçons à s'investir activement dans la prévention et l'élimination de toutes les formes de violence, à mieux comprendre en quoi la violence nuit aux filles, aux garçons, aux femmes et aux hommes et va à l'encontre de l'égalité des sexes, encourage tous les acteurs à dénoncer haut et fort toute violence faite aux femmes et, à cet égard, se félicite de la campagne « Tous unis pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes » lancée par le Secrétaire général ainsi que de l'action de mobilisation sociale et de sensibilisation du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme intitulée « Dire NON à la violence à l'égard des femmes » ;

14. *Demande à nouveau* aux entités du système des Nations Unies, et notamment aux principaux organes, à leurs grandes commissions et organes subsidiaires ainsi qu'aux nouvelles instances que sont l'examen ministériel annuel et le Forum pour la coopération en matière de développement du Conseil économique et social, ainsi qu'aux fonds, programmes et institutions spécialisées, de redoubler d'efforts pour intégrer pleinement le souci de l'égalité des sexes dans toutes les questions dont ils sont saisis, dans les limites de leur mandat, ainsi qu'aux sommets, conférences et sessions extraordinaires des Nations Unies et à leurs processus de suivi, y compris à la quinzième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Copenhague du 7 au 18 décembre 2009, de prêter attention aux considérations d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans les préparatifs de ces manifestations, et, à cet égard, compte sur l'entité composite chargée de l'égalité des sexes pour appuyer efficacement ces efforts une fois qu'elle sera créée ;

15. *Prie* les entités des Nations Unies de tenir systématiquement compte des résultats des travaux de la Commission de la condition de la femme dans les activités qu'elles mènent, dans le cadre de leur mandat, notamment pour apporter un appui concret aux efforts des États Membres visant à assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ;

16. *Encourage vivement* les gouvernements à continuer de soutenir les interventions et la contribution de la société civile, en particulier des organisations non gouvernementales et des organisations de femmes, en faveur de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing ainsi que des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire ;

17. *Demande* que les rapports établis par le Secrétaire général à son intention et à celle du Conseil économique et social et des organes subsidiaires rendent systématiquement compte des questions relatives à l'égalité des sexes au moyen d'analyses qualitatives, de données ventilées par sexe et par âge et, lorsqu'elles sont disponibles, de données quantitatives, en particulier dans des conclusions et recommandations concrètes préconisant l'adoption de nouvelles mesures en faveur de l'égalité des sexes et de la promotion de la femme, le but étant de faciliter l'élaboration de politiques soucieuses de l'égalité des sexes ;

18. *Invite* toutes les entités du système des Nations Unies à continuer d'assurer activement l'application intégrale, effective et accélérée de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire, notamment en assurant la présence, dans leurs services, de spécialistes des questions d'égalité des sexes et en veillant à ce que tous les membres de leur personnel, en particulier ceux qui se trouvent sur le terrain, bénéficient d'une formation et d'un suivi approprié, y compris des outils, des directives et de l'appui nécessaires pour accélérer l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans leurs activités, et réaffirme la nécessité de renforcer les capacités du système des Nations Unies dans ce domaine ;

19. *Prie* le Secrétaire général d'examiner les progrès accomplis et de redoubler d'efforts pour avancer vers la réalisation de l'objectif de la parité des sexes à tous les niveaux du Secrétariat et dans l'ensemble du système des Nations Unies, dans le strict respect du principe d'une répartition géographique équitable et conformément au paragraphe 3 de l'Article 101 de la Charte des Nations Unies, en tenant compte en particulier des femmes des pays en développement et des pays les moins avancés, des pays en transition et des États Membres non représentés ou largement sous-représentés, et de veiller à ce que le personnel d'encadrement et les départements rendent compte de la réalisation de la parité, et encourage vivement les États Membres à rechercher et à présenter régulièrement un plus grand nombre de candidates aux postes à pourvoir dans le système des Nations Unies, en particulier aux postes de haut niveau et aux postes de direction, y compris dans les opérations de maintien de la paix ;

20. *Prie* les organismes des Nations Unies de continuer à s'efforcer d'atteindre l'objectif de la parité des sexes, notamment avec l'appui actif des responsables de la coordination des questions concernant la parité, et prie le Secrétaire général de présenter un rapport oral à la Commission de la condition de la femme à sa cinquante-quatrième session et de lui faire rapport tous les deux ans, à partir de sa soixante-cinquième session, dans le cadre de la question intitulée « Promotion de la femme », et de faire figurer dans son rapport sur la gestion des ressources humaines des informations sur la situation des femmes dans le système des Nations Unies, notamment sur les progrès accomplis et les obstacles rencontrés dans la réalisation de la parité des sexes, des recommandations sur les moyens d'accélérer les progrès dans ce domaine, des statistiques à jour, notamment sur le nombre, le pourcentage, les fonctions et la nationalité des femmes dans l'ensemble du système, et des informations sur les responsabilités et les obligations redditionnelles incombant au Bureau de la gestion des ressources humaines du Secrétariat et au secrétariat du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination en ce qui concerne la promotion de la parité des sexes ;

21. *Engage* les gouvernements et les entités du système des Nations Unies à mieux vérifier le respect des engagements en faveur de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes aux niveaux international, régional et national, notamment par un suivi amélioré et l'établissement de rapports sur les progrès accomplis en matière de politiques, de stratégies, d'affectation des ressources et de programmes, et en instaurant la parité des sexes ;

22. *Réaffirme* qu'il incombe au premier chef aux gouvernements d'instaurer l'égalité des sexes et d'autonomiser les femmes et que la coopération internationale joue un rôle essentiel pour ce qui est d'aider les pays en développement à avancer sur la voie de l'application intégrale de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing ;

23. *Prie* le Secrétaire général de continuer à lui rendre compte chaque année, au titre de la question intitulée « Promotion de la femme », ainsi qu'à la Commission de la condition de la femme et au Conseil économique et social, du suivi et de l'état d'avancement de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire, d'évaluer les progrès réalisés dans l'intégration du principe de la parité, en indiquant notamment les réalisations marquantes, les enseignements tirés de l'expérience et les bonnes pratiques, et de recommander de nouvelles mesures propres à renforcer l'application, en tenant compte des débats et des conclusions de la cinquante-quatrième session de la Commission sur l'examen, quinze ans après, de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing et sur l'examen de l'application des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire.

*65<sup>e</sup> séance plénière  
18 décembre 2009*